
COMMUNIQUE DE SUD CHIMIE PHARMA

Le groupe Sanofi-aventis publie ses résultats financiers alors que l'industrie pharmaceutique est sous le feu de l'actualité la plus dramatique.

Les morts du Médiateur nous rappellent que derrière l'image d'Epinal du laboratoire pharmaceutique investissant des milliards dans la recherche de médicaments innovants se cache une réalité plus crue : des laboratoires « focalisés » sur le maintien de leur formidable rentabilité. Ainsi Sanofi-aventis avec ses 30% de marge nette.

Malgré des cris d'orfraie face à la « menace » des génériques, le groupe Sanofi-aventis se porte plutôt bien: 9 milliards de bénéfices pour 30 milliards de chiffre d'affaires, un rendement de l'action qui augmente de près de 7%.

Pourtant la baisse annoncée du chiffre d'affaire a été l'occasion de mettre en œuvre, depuis plusieurs années de violentes restructurations au sein du groupe. Outre les plans sociaux à répétition (chimie, visite médicale), on assiste à une remise à plat totale des métiers, notamment de la R&D.

Les objectifs en termes de réponse aux besoins de santé publique sont loin d'être la préoccupation première. Faire du chiffre, voilà le leitmotiv. La commission européenne relève que durant la période 2000-2007, les labos européens affectaient seulement 17% de leur chiffre d'affaires à la recherche contre 23% aux opérations de vente et de promotion, à travers la visite médicale.

La visite médicale est décriée à juste titre car elle est vecteur de pratiques commerciales dont les dérives peuvent entraîner un scandale comme celui du Médiateur. Aujourd'hui la visite médicale chez Sanofi-aventis est organisée en vue non pas d'assurer une information fiable, utile et objective à tous les médecins mais bien en vue d'assurer un très fort chiffre d'affaires au laboratoire (focalisation sur les médecins à fort potentiel de prescription, les territoires à fort potentiel de chiffre d'affaires).

La recherche est orientée sur des pathologies « rentables ». Le crédit impôt-recherche permet de financer en partie cette recherche privée avec de l'argent public.

Le savoir-faire du secteur public, à travers des partenariats avec les universités, est mis à contribution pour servir les intérêts du laboratoire.

Les autorités sanitaires sont elles aussi inféodées aux laboratoires. Le rapport de l'IGAS suite au scandale du médiateur décrit l'autorisation de mise sur le marché *comme une sorte de droit qu'aurait l'industrie pharmaceutique à commercialiser ses produits, quel que soit l'état du marché et quel que soit l'intérêt de santé publique des produits en question*. Ce rapport ajoute plus loin à propos du principe de précaution : *la chaîne du médicament fonctionne aujourd'hui de manière à ce que le doute bénéficie non aux patients et à la santé publique mais aux firmes*. Enfin, les manœuvres des grands laboratoires pour retarder la commercialisation de génériques coûtent plusieurs milliards par an aux systèmes de protection sociale en Europe.

SUD CHIMIE PHARMA revendique :

- Une recherche guidée par les besoins en termes de santé publique
- Une production industrielle des médicaments à la fois respectueuse de l'environnement et de la sécurité des travailleurs
- Une information objective et sans exclusive de tous les médecins
- Le maintien d'un fort niveau de l'emploi dans le secteur, l'arrêt de tous les plans sociaux

Pour toutes ces revendications, il sera nécessaire un jour de transformer cette industrie en service public à part entière et de la soustraire aux intérêts du secteur privé et du capitalisme.